



Le règlement amiable des conflits entre États

L'obligation préalable de règlement pacifique des conflits

Tout d'abord, la CPI a défini le terme "**différend**". C'est un **désaccord sur un point de droit ou de fait, une contradiction, une opposition de thèses juridiques ou d'intérêts entre deux personnes**.

Cette obligation est consacrée depuis 1945 à l'article 2 de la charte des nations unies. C'est une **obligation de comportement** : une démarche à suivre en priorité.

Les modes de règlement amiable et interétatique des conflits

1

La négociation : place essentielle des parties dans le débat

Le recours préalable à la négociation est devenu une **obligation coutumière**. La **négociation directe** apparaît comme le meilleur moyen de maintenir les relations internationales et doit être menée de bonne foi.

La négociation peut aboutir à une solution matérialisée par un **accord de négociation**.

2

L'intervention active d'un tiers dans le débat

→ Les **bons offices** : l'aide à la négociation diplomatique

Le tiers choisi par les parties utilise son **influence morale et/ou politique**. Il cherche à rétablir le contact entre les parties/à faciliter la négociation.

→ La **médiation** : la maîtrise partielle des discussions entre les parties

Le rôle du tiers est plus significatif. Il a un rôle plus interventionniste. Il propose des moyens de surmonter le différend.

→ La **conciliation** : le retrait quasi-total des parties aux discussions

Elle met l'accent sur l'aspect juridique et formel du débat et donnera lieu à un **accord de conciliation** pouvant être homologué par le juge.



Le règlement amiable des conflits entre États

Les consultations, expertises et enquêtes

La médiation et la conciliation peuvent être précédées ou menées en parallèle d'une demande de consultation, d'expertise ou d'enquête.

- La consultation offre la possibilité d'obtenir le conseil d'un consultant sur tel ou tel point.
- L'expertise est plus poussée et permet de poser une question juridique ou technique précise à un expert.
- L'enquête donne l'opportunité à l'une des parties d'établir la réalité d'un fait matériel grâce aux recherches menées par un enquêteur ou une commission d'enquête.

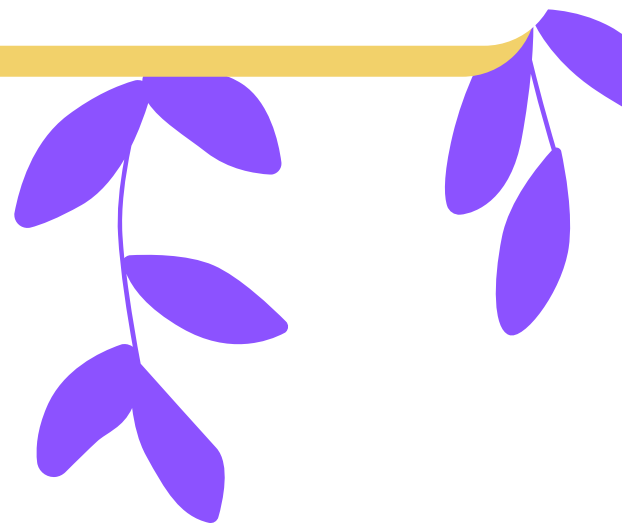
Points communs des modes de règlement amiables

Dans tous les cas, les États sont **libres** en vertu du **principe de souveraineté étatique**. Les États ont le choix des modalités organisationnelles, ils peuvent invoquer des arguments juridiques ou éthiques...

Ensuite, le tiers doit être **impartial** et **indépendant**. Ce tiers peut très bien être un État.

De plus, ces recours sont soumis à la **confidentialité**.

Enfin, ce sont tous des **alternatives au règlement juridictionnel**, qui est souvent long, coûteux et incertain. Ici, les parties maîtrisent les coûts et peuvent apprécier une certaine rapidité dans le déroulement.





Le règlement amiable des conflits entre États

Les modes de règlement amiables des conflits au sein de l'ONU

L'ONU est le cadre privilégié pour aider à résoudre un conflit entre États.

Tout d'abord, le Conseil de sécurité peut enquêter sur tout différend ou toute situation qui pourrait entraîner un désaccord entre nations ou engendrer un différend. Il formule ensuite des recommandations appropriées et adressées aux États concernés et il peut même prêter ses bons offices, devenir médiateur ou conciliateur.

Ensuite, l'assemblée générale de l'ONU (AGNU) peut former des recommandations. En effet, tout État membre peut attirer l'attention de l'AGNU sur un différend. En cas de chevauchement de compétence avec le Conseil de sécurité, l'AGNU doit laisser la place au Conseil de sécurité.

Enfin, le secrétaire général a ici un rôle subsidiaire. Il peut attirer l'attention du Conseil de sécurité.

Les modes de règlement amiables des conflits au sein d'une organisation à vocation régionale

L'ONU autorise l'existence d'accords ou d'organismes régionaux destinés à régler les affaires qui, touchant au maintien de la paix et de la sécurité internationales, se prêtent à une action de caractère régional, pourvu que ces accords ou ces organismes et leur activité soient compatibles avec les buts et les principes des nations unies.

Le Conseil de sécurité encourage d'ailleurs cette gestion régionale des conflits.

